



CTSD du 8 février 2018

**DECLARATION UNSA EDUCATION
VOSGES**

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

L'Unsa Education s'est associée à des demandes d'ouvertures de classe au regard d'effectifs élevés dans certaines écoles dont la situation a été évoquée au cours du GT du 23 janvier et du CTSD du 30 janvier. Aucune situation n'a évolué sur ce point. Nous réitérons ces demandes lors de ce CTSD.

Dans notre département, la communauté éducative se mobilise par des rassemblements et des actions au rythme des instances locales de préparation de la rentrée scolaire prochaine. L'Unsa Education attentive à ces mobilisations, alerte encore une fois sur la dégradation à venir des conditions d'enseignement et d'apprentissage, notamment dans les écoles rurales où les structures à deux classes doivent faire face à une organisation pédagogique complexe. La prise en compte des élèves en difficulté ou en situation de handicap, l'individualisation des aménagements pédagogiques et la gestion des élèves à besoins particuliers sont souvent très compliquées dans ces classes, qui peuvent compter jusqu'à 4 niveaux. C'est pourquoi, nous souhaitons que les moyens de fonctionnement des écoles, qui se trouvent dans cette situation, soient examinés avec la plus grande attention.

En éducation prioritaire, les 3 880 postes attribués au primaire ne couvrent pas la poursuite demandée du dédoublement en CP et CE1.

Le ministre a décidé une forte réduction des effectifs uniquement en CP et CE1 dans l'éducation prioritaire, et ce, sans en donner les moyens suffisants.

C'est pourquoi l'Unsa Education vous alerte sur les conséquences possibles, liées à l'application des directives ministérielles de dédoublement des classes de CP et CE1 : une vigilance particulière doit en effet être portée sur les effectifs moyens par classe des cycles 3 des écoles concernées. Des écoles ont vu leur situation évoluer et nous nous en réjouissons mais certaines nécessitent encore que nous nous penchions sur leur problématique.

L'Unsa Education demande donc que chaque équipe pédagogique puisse décider en concertation avec les équipes de circonscription de ce qui semble le plus efficace pour ses élèves, à savoir un PDMQDC ou un CP/CE1 dédoublé ou davantage...

D'autant que le dispositif PDMQDC reste plébiscité par les enseignants.

Pour conclure, nous évoquerons une déclaration du président de la République qui lors d'une intervention au Sénat au cours de la conférence sur les territoires a déclaré que les territoires, en particulier les plus ruraux, ne peuvent plus être la variable d'ajustement d'économies.

En espérant que le dialogue social permettra de trouver ensemble les solutions les meilleures au sein de nos instances, nous vous remercions pour votre attention.